

# VOICE

Le journal de la SPM | décembre 2024 | numéro 4



**Brésil : Communautés yanomami en Amazonie**

## Le cacao pour lutter contre la fièvre de l'or

**La SPM soutient un projet de culture du cacao en Amazonie brésilienne qui permet de renforcer les communautés autochtones des Yanomami et Yek'wana dans leur lutte contre la déforestation et l'extraction d'or. Reportage du village yanomami Halikato.**

Neuf heures du matin à Halikato : le chef Juca Halikatotheli, chaussé de bottes en caoutchouc et un fusil à l'épaule, donne le signal de départ. Le chemin vers les cacaoyers sauvages monte le long de petites pistes, par 35°C et un taux d'humidité de 90 %. Du plus haut de la cime des arbres émanent des stridulations continues et lancinantes : les cigales accompagnent les hommes de l'équipe dont font également partie de jeunes cultivateurs de cacao. Ils entretiennent le che-

min avec leurs machettes pour ne pas qu'il soit envahi. Juca avance d'un bon pas, plie les branches sur le côté et regarde quels troncs d'arbres pourraient être utilisés pour traverser les petites rivières.

Agé de 32 ans, Juca Halikatotheli est papa de quatre enfants, chef et « bonne âme » d'Halikato. Il rassemble tous les enfants lorsque vient la nuit, anime les réunions et entretient les relations avec les personnes extérieures. Juca, qui a lui-même été à l'école chez des missionnaires dans la région, est enseignant à Halikato. Il occupe actuellement la position de chef suppléant pour son frère qui est gravement malade du paludisme. On peut dire que Juca a le sens des responsabilités.



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**



Les fèves sont soigneusement retirées de la coque du fruit du cacaoyer et séparées de la pulpe.

Après une bonne heure, le groupe arrive à destination : une vingtaine de cacaoyers sauvages que les hommes ont découvert par hasard en chassant et qu'ils entretiennent désormais. Juca coupe les cabosses des hautes branches à l'aide d'une machette attachée à un long manche. Pendant ce temps, les jeunes hommes grimpent le long des arbres pour récolter les fruits et fabriquent des sacs à dos en palmier et en lianes pour le transport.

### Protégé mais tout de même en danger

Halikato est un village récent : il fut construit il y a trente ans, après des conflits au sein de la communauté yanomami. C'était aussi à cette époque que les premiers contacts avec le monde extérieur eurent lieu. Ce village de 200 habitant·e·s compte une quinzaine de maisons de bois, paille et feuilles de palmier et se trouve au centre de la « Terra Indígena Yanomami » (TIY), au nord-ouest de l'Etat Roraima, près de la frontière vénézuélienne. Le territoire autochtone reconnu par le gouvernement comme TIY est deux fois plus grand que la Suisse et bénéficie du plus haut statut de protection. Et pourtant les gens qui y habitent ont à gérer d'énormes défis.

A une bonne heure d'Halikato se trouve Boa Vista, capitale de l'Etat de Roraima. La ville garde un lien étroit avec l'ex-président d'extrême-droite Jair Bolsonaro. Elle est le centre du business agraire et un immense mémorial dédié aux orpailleurs montre bien la position de la ville sur cette question. « Pendant sa présidence, Bolsonaro n'a pas fait appliquer la loi : il a laissé le champ libre aux orpailleurs dans la Terra Indígena Yanomami et les a même encouragés officiellement », affirme Ronei de Jesus Silva, agronome de l'organisation partenaire de la SPM ISA (Instituto Socioambiental). Fin 2022, quelque 20 000 orpailleurs illégaux officiaient sur la TIY. Et avec eux, la déforestation, les incendies de forêt et la criminalité. Les conséquences indirectes pèsent lourd dans

toute la région : prolifération du paludisme et du coronavirus, empoisonnement des cours d'eau au mercure. Le nouveau président Luiz Inácio Lula da Silva a commencé, en 2023, une grande opération militaire pour chasser les orpailleurs mais le problème n'a pas été éliminé pour autant. Actuellement, il n'y a pas d'extraction aurifère autour d'Halikato. Mais à Palimiu, un village un peu plus grand aux alentours, les orpailleurs ont perpétré un massacre en 2022, faisant notamment des victimes parmi les enfants.

### Une alternative à l'or

« Les orpailleurs sont des envahisseurs, des criminels, clame Julio Yek'wana, président de l'organisation yek'wana Seduume (Associação Wanasseduume Ye'kwana), dont la communauté vit dans la même région. Ils recrutent de jeunes hommes pour qu'ils leur montrent le chemin à travers la forêt. Ils corrompent nos jeunes avec de l'or et de l'argent. »

Par la culture du cacao, le projet de l'organisation partenaire ISA propose une alternative à ce problème. L'objectif est de renforcer la solidarité des communautés autochtones et leur attachement à leur cadre de vie. Ils peuvent ainsi plus facilement résister à l'extraction aurifère et tout de même générer un petit revenu. Le projet s'adressait tout particulièrement aux jeunes hommes au départ, mais il y a aussi des femmes qui s'y impliquent : elles sont responsables des champs et se forment en comptabilité et en administration. En outre, une chaîne de création de valeur a commencé en 2022 pour les femmes pratiquant la vannerie.

« J'aime beaucoup ce projet, déclare Juca Halikatotheli, qui, parmi toutes ses missions, dirige aussi le groupe des jeunes cultivateurs de cacao. Nous pouvons acheter des choses importantes telles que des hamacs, des outils ou des aliments et mieux prendre soin du village. »

### Là où le cacao et l'espoir poussent

De retour au village, les cultivateurs de cacao déposent les fruits sur une natte de feuilles de bananier et les coupent. Beaucoup de femmes et d'enfants se sont regroupé·e·s tout autour afin de récupérer de la chair sucrée de ces fruits. Juca sépare la pulpe des fèves et les passe au tamis pour les nettoyer. Les fèves récoltées sont soit séchées puis fermentées pour la production de chocolat soit, comme aujourd'hui, utilisées pour semer de nouvelles plantes. La communauté possède en effet, en plus de ses champs de légumes et de fruits, une petite plantation de cacao d'environ 500 arbres à laquelle devrait s'ajouter une deuxième parcelle, début 2025.

Le développement du projet de culture du cacao était tout sauf évident : les villages yanomami et yek'wana viennent de traverser quatre années particulièrement compliquées. La crise du coronavirus les a lourdement touché·e·s et les orpailleurs n'ont pas manqué de saisir cette occasion. Les communautés sont également fortement impactées par la crise climatique. Outre les inondations et la sécheresse, des incendies incontrôlés dévastent régulièrement leur production : ces communautés qui ont toujours connu la culture sur brûlis ne contrôlent plus cette méthode en raison des nouvelles périodes de sécheresse, et doivent s'adapter à la crise climatique.



Une femme plante des fèves de cacao dans une serre.

Neuf heures du matin à Halikato, le lendemain : la communauté se regroupe autour de la serre, un peu en dehors du village, où 1600 petits sacs remplis de terre ont été préparés. Juca montre comment faire : les fèves de cacao doivent être plantées dans la terre avec la pointe rugueuse vers le bas, pour que la racine pousse dans le bon sens. Tandis que les femmes se mettent à la tâche, Juca Halikatotheli poursuit : « Nous souhaitons développer la production de cacao, continuer d'apprendre et en prendre soin. Et cela me motive quand je vois que notre chocolat est demandé. »

Texte : **Dominique Schärer**, Communication

**Couverture** : Le chef autochtone Juca Halikatotheli nettoie des fèves de cacao récoltées. Photo : Adriana Duarte Bencomo / SPM



## Editorial

*Les multinationales doivent endosser leur responsabilité en matière de respect des droits humains, du climat et de l'environnement. C'est un principe incontesté depuis des années. Et pourtant, une grande partie de l'économie et de la politique se refuse à ancrer ce principe dans la loi et à le faire appliquer par des contrôles et des sanctions. La responsabilité des multinationales est donc une promesse vide de sens, c'est ce que montrent très clairement la réalité du terrain et les expériences des organisations autochtones partenaires de la SPM.*

*Au Brésil, les Yanomami, Mundurukú, Tupinambá et autres communautés autochtones luttent depuis des années contre la déforestation, l'orpaillage illégal et les grands projets d'infrastructure. Apprenez-en davantage sur la façon dont la SPM les soutient en lisant le récit de voyage (p. 1 à 3) et l'infographie (p. 4 à 5).*

*Une centaine d'autochtones de toutes les régions du monde ont pris part au premier sommet autochtone pour une transition énergétique juste, à Genève, accompagné de très près par la SPM (p. 6). Tou·te·s les participant·e·s ont témoigné de défis similaires à relever, de l'urgence de la protection de leurs droits, de leurs terres face aux intérêts des multinationales et des Etats. Lisez dans l'interview (p. 8) les impressions d'un représentant du peuple saami.*

*Dans le cadre de l'extension de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la République populaire de Chine se pose également la question suivante : les intérêts économiques primeront-ils une fois de plus sur les droits humains ? Dans le numéro de septembre 2024, la SMP a publié un article détaillé sur le sujet. Vous trouverez les dernières informations dans la mise à jour (p. 7).*

*Les exemples montrent que le respect des droits humains ainsi que la protection du climat et de l'environnement ne seront pas atteints par des initiatives sur une base volontaire de l'économie. La SPM s'engage par conséquent dans la coalition pour une loi sur la responsabilité des multinationales. Découvrez comment vous pouvez soutenir cette revendication importante dans l'actualité (p. 7) et en annexe à ce numéro. Nous vous remercions d'ores et déjà de votre soutien !*

Cordialement,

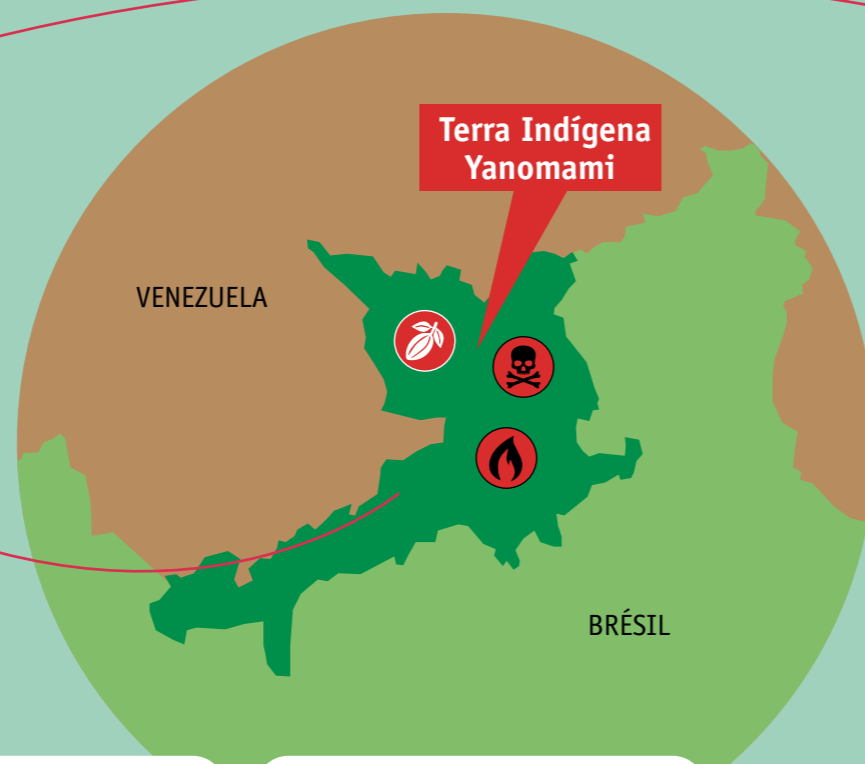
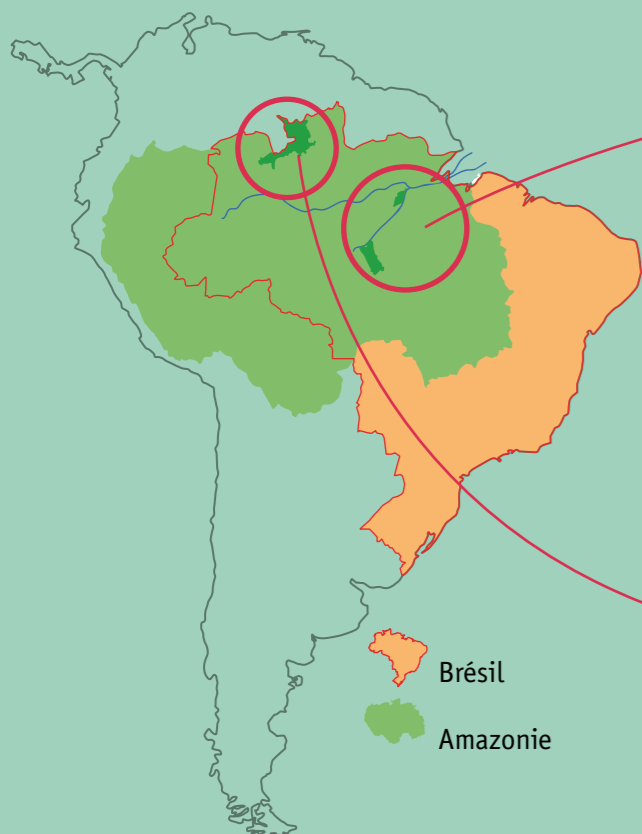
Anna Leissing, Directrice de la SPM

### IMPRESSUM

VOICE 4, Décembre 2024 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch  
**Compte pour les dons** : Berner Kantonalbank BEKB: IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1 **Rédaction** : Livia Lehmann et Dominique Schärer **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaboratrices pour ce numéro** : Anna Leissing, Karin Kaufmann, Fabienne Krebs **Parution** : semestrielle **Tirage** : 3500 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG ; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an (sera déduit une fois par an de votre don) **Cotisation** : dès 80 francs par an.

# La SPM en Amazonie

L'Amazonie est en grand danger : les industries minières et agricoles y laissent des ravages. Les communautés autochtones comme les Mundurukú, les Tupinambá et les Yanomami luttent contre la destruction de leur terre et pour la reconnaissance de leurs territoires légitimes. L'infographie montre sous une forme simplifiée les territoires autochtones de la région et comment la SPM soutient ses partenaires sur place.



En tant que « Terra Indígena », le territoire yanomami possède le statut de protection le plus élevé selon le droit brésilien. Pourtant, elle est dévastée par l'orpaillage illégal : les chercheurs d'or apportent la violence, détruisent la forêt tropicale et empoisonnent l'environnement avec du mercure.

Pour que les Yanomami ne dépendent pas de l'extraction de l'or, l'organisation partenaire de la SPM « Instituto Socioambiental » forme 12 communautés à la culture du cacao. Depuis 2019, elles ont déjà fourni 957 kg de cacao au producteur de chocolat De Mendes.



Pour l'exportation de soja et de grains, une ligne de chemin de fer, une route fluviale ainsi que des barrages et des hydroliennes sont prévus dans la région du Tapajós. De nombreuses communautés autochtones seraient touchées par la destruction massive de la forêt tropicale. Dans les territoires Mundurukú, l'extraction incontrôlée de l'or fait également rage.

En septembre 2024, les Mundurukú ont franchi une étape importante : leur territoire de Sawré Muybu a été reconnu par le ministère de la Justice. Les Tupinambá ont également déposé une demande pour leur territoire, mais le processus de reconnaissance prend des années. D'autres territoires mundurukú ainsi que des centaines d'autres territoires autochtones attendent toujours d'être reconnus.

## La SPM en action

- Soutien du projet de cacao de l'Instituto Socioambiental - une alternative durable à l'extraction de l'or.
- La démarcation est une condition préalable à la reconnaissance des territoires autochtones. La SPM soutient ses partenaires dans cette démarche.
- Aide à la formation d'organisations autochtones, mise en réseau et renforcement des communautés.

## Tensions et menaces

- L'orpaillage et autres projets miniers détruisent la forêt tropicale et empoisonnent la population et l'environnement.
- Projets industriels et d'infrastructure pour l'économie agricole.
- Déforestation à grande échelle de la forêt tropicale pour l'industrie du bois et l'agriculture.
- Périodes de sécheresse et incendies volontaires provoquent des feux de forêt fatals.

## Transition énergétique : Pas au détriment des communautés autochtones



PHOTO : SILVIA SCHÖNBERGER / SPM  
Uni·e·s pour une transition énergétique juste : représentant·e·s des communautés autochtones de toutes les régions autochtones du monde.

**Du 8 au 10 octobre 2024, plus de 100 délégué·e·s du monde entier se sont rencontrés à Genève. Ils·elles se sont demandé comment arriver, du point de vue des autochtones, à une économie durable en passant par une transition énergétique juste. Selon les délégué·e·s, les solutions aux crises écologiques doivent prendre en compte le savoir autochtone plutôt que de reprendre les schémas coloniaux de l'exploitation.**

« Nous avons urgemment besoin d'une transition énergétique juste, qui respecte et protège les droits et valeurs des communautés autochtones » : c'est ce qu'affirme l'Oudihé Rodion Sulyandziga de Russie, initiateur de la conférence et partenaire de longue date de la SPM.

Tandis que les Etats et entreprises estiment leurs projets avec les labels « économie verte » ou « énergie propre », ces projets signifient en réalité bien souvent violence et destruction pour les communautés autochtones, et conduisent à la perte de leur patrimoine, de leur culture et de leurs lieux sacrés. En effet, les minéraux précieux utiles aussi bien à la transition énergétique qu'à la mobilité ou à l'équipement militaire sont principalement extraits sur des territoires autochtones. A cela s'ajoutent des projets d'énergie renouvelable, des projets fortement contestés de séquestration géologique du dioxyde de carbone ainsi que les pratiques destructrices des grosses multinationales agricoles.

Selon le ténor de la rencontre au sommet, nous sommes bien loin d'une transition énergétique juste. « Une transition énergétique qui ne prend pas en compte les droits autochtones n'est rien d'autre que la continuité du colonialisme », souligne le délégué Ruekeith Jampong, Iban de Malaisie, lors d'une conférence de presse.

### L'expertise autochtone doit faire partie de la solution

Les délégué·e·s des autochtones de toutes les régions ont expliqué de façon claire et touchante comment « l'économie verte » impactait leur vie et leur avenir. Concrètement de nombreux projets considérés comme « durables » polluent l'environnement, conduisent à des pénuries d'eau et à l'expulsion des communautés autochtones de leurs terres. Parallèlement, les délégué·e·s ont également exposé des exemples de bonnes pratiques qui aboutissent sans causer de destruction et qui sont soutenus par les autorités locales. Grace Nakimayak, coordinatrice de projet et membre des Inuvialuit au Canada, raconte comment elle travaille dans son village, avec sa communauté, sur un projet d'approvisionnement énergétique provenant à 100 % de sources renouvelables.

Les communautés autochtones ne sont bien souvent pas intégrées dans les solutions bien qu'elles disposent de précieuses connaissances de la nature et de stratégies d'adaptation qui ont fait leurs preuves depuis des siècles. « Il est grand temps que le

monde reconnaisse et encourage ce savoir comme voie vers une transition efficace et une véritable durabilité », lance Galina Angarova, Bouriata de Russie et directrice de la coalition SIRGE (Securing Indigenous Peoples Rights in the Green Economy), dont fait aussi partie la SPM.

### Un long chemin vers la transition énergétique

En trois jours seulement, les délégué·e·s autochtones ont, dans une démarche participative, élaboré un document qui exprime une vision commune et regroupe des principes pour une transition juste. La Déclaration servira de base pour les débats politiques, les négociations et les décisions au niveau local, national et international. Elle repose sur le droit des autochtones à l'autodétermination et leur droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).

Cette rencontre au sommet fut un moment décisif pour les délégué·e·s autochtones. Cela leur a permis de se sentir solidaires, d'échanger des savoirs et des pensées, et de réfléchir à des solutions permettant une réelle « transition énergétique juste » : une transition qui intègre les autochtones dans les processus de décision, qui priorise les savoirs autochtones et les solutions durables, et qui respecte les droits humains.

Texte : **Karin Kaufmann**, coordinatrice de projet « Indigenous Summit »

**Droits des autochtones dans l'économie verte** La Déclaration rassemble les revendications pour une transition énergétique juste du point de vue des autochtones, et réclame que les communautés autochtones soient activement intégrées dans les négociations sur la protection du climat et de l'environnement.

La déclaration est disponible ici :



## Accord de libre-échange avec la Chine : la société civile demande l'intégration des droits humains

**Fin septembre ont commencé les négociations sur le développement de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine. A l'appui d'une pétition, la SPM a réclamé une intégration substantielle des droits humains dans l'accord.**

Le 27 août, la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a déclaré qu'elle soutenait le mandat de négociation du Conseil fédéral pour le développement de l'accord de libre-échange avec la Chine. Ce faisant, elle s'est exprimée contre une étude d'impact sur les droits humains de l'accord et contre des dispositions relatives aux droits humains contraignantes. La commission s'est contentée d'obliger le Conseil fédéral à intégrer dans les négociations une évaluation de la stratégie Chine en cours ainsi que le rapport en attente sur la situation des Tibétain·ne·s et Ouïghour·e·s en Suisse.



PHOTO : JANA LEU / SPM  
Des militant·e·s et des politicien·ne·s tracent une ligne rouge sur la Place fédérale lors de la remise de la pétition le 18 septembre.

Les négociations avec la République Populaire de Chine ont commencé officiellement le 23 septembre avec la bénédiction de la CPE-N, alors même que le rapport fédéral sur la situation de la diaspora tibétaine et ouïghoure n'a toujours pas été publié. Malgré une situation de plus en plus précaire au Tibet et dans le Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang) durant la dernière décennie, le gouvernement chinois tente d'exercer une pression sur les Tibétain·ne·s et Ouïghour·e·s en Suisse aussi et de les intimider.

La décision de la Commission prouve une fois de plus que le mandat de négociation se conforme avant tout au souhait de l'économie suisse et que la responsabilité de la Suisse dans le respect des droits humains est négligée. La résistance de la société civile n'en devient que plus importante : le 18 septembre déjà, la SPM a adressé avec ses organisations partenaires la pétition « Une ligne rouge pour la Suisse : pas d'accord de libre-échange avec la Chine sans droits humains ! » qui a rassemblé plus de 14 000 signatures. Si l'appel à intégrer de façon substantielle les droits humains venait à rester sans réponse, la SPM évaluera sérieusement le recours à un référendum.

Texte : **Livia Lehmann**, stagiaire Communication.

## Soutenez l'Initiative pour des multinationales responsables

**Début janvier, la coalition pour la responsabilité des multinationales va lancer une nouvelle initiative. Elle a mis la barre haute en voulant récolter les 100 000 signatures nécessaires en l'espace de 30 jours seulement. Nous avons donc besoin de votre aide pour récolter des signatures.**

En 2012 déjà, la SPM et une large coalition demandaient que le Conseil fédéral et le Parlement veillent à ce que les multinationales suisses respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. Huit ans plus tard, en novembre 2020, la Suisse a voté sur l'Initiative pour des multinationales responsables. Bien qu'accepté par la majorité aux urnes, le projet a échoué de peu à la majorité des cantons. Lors de la campagne de votation de l'époque, le Conseil fédéral avait déclaré vouloir « se conformer au niveau international ».

Entre-temps, de nombreux pays européens ont introduit des législations de responsabilité des multinationales et l'UE a adopté une réglementation homogène à ce sujet. Les multinationales d'Europe sont ainsi soumises à l'obligation de respecter les droits humains et les règles environnementales dans le cadre de leurs échanges commerciaux, tandis que la Suisse est quasiment le seul pays européen qui continue de ne pas appliquer de principe de responsabilité des multinationales.

Notre engagement pour les droits des communautés autochtones montre combien le besoin d'agir est grand : depuis des années, la population autochtone autour de la mine Glencore d'Antapaccay au Pérou lutte contre la pollution de l'environnement due à l'extraction du cuivre et contre l'agrandissement programmé de la mine, sans son consentement. Pour l'agrandissement de la mine d'or North Mara en Tanzanie, dont profite la raffinerie d'or suisse, MKS Pamp, 5000 autochtones kurias ont été chassé·e·s. Pour que les multinationales endossent la responsabilité de telles violations, la SPM continue de s'engager activement en faveur d'une loi sur la responsabilité des multinationales en Suisse.

**Soutenez-nous ! Plus d'informations en annexe de cette revue.**

Texte : **Fabienne Krebs**, responsable du programme Economie et Droits humains



## « Le changement climatique et les droits humains sont les deux faces d'une seule et même médaille »

Le défenseur des droits humains suédois Lars Anders Baer a représenté les autochtones saami·e·s lors du Sommet autochtone de Genève, en octobre. Nous avons discuté avec lui des problèmes que pose la politique climatique actuelle.

Interview : Livia Lehmann et Dominique Schärer, Communication / Photo : Lars Anders Baer

### **Vous luttez déjà depuis environ 50 ans pour les droits des communautés autochtones. Comment le contexte politique a-t-il évolué au cours de toutes ces années ?**

Dans les années 70, nous avons obtenu de belles avancées en matière de reconnaissance et de respect de nos droits. De nombreux pays européens avaient mauvaise conscience à cause des crimes commis pendant la colonisation. La promotion des droits humains et des droits autochtones faisait partie de leur agenda politique. Aujourd'hui, les choses ont malheureusement changé : en Suède et en Finlande, les gouvernements de droite au pouvoir ne s'intéressent que très peu à nos préoccupations. En raison de la situation géopolitique actuelle, les investissements se font principalement dans des projets énergétiques et d'équipement qui nécessitent l'exploitation de ressources se trouvant sur les terres saamies. Ce ne sont pas les droits humains qui sont favorisés mais une transition énergétique qui ne respecte pas notre mode de vie. Beaucoup de gouvernements ne comprennent pas que le changement climatique et les droits humains sont les deux faces d'une seule et même médaille.

### **Quel rôle les communautés autochtones devraient-elles jouer dans une transition juste ?**

Etant donné que les communautés autochtones sont considérées comme faisant partie des différents Etats concernés, elles ne constituent pas de groupement d'intérêts officiels dans le cadre des accords internationaux sur le climat et la biodiversité. Il est donc nécessaire que nous puissions jouer un rôle direct lors des négociations. Le Conseil Arctique en est un bon exemple : la population autochtone de l'Arctique possède un siège en son sein. Certes, nous n'y avons pas le même pouvoir politique que les Etats, mais nous pouvons participer aux discussions et y apporter nos revendications. Nous connaissons ainsi les différentes positions politiques, avons la possibilité de nous placer stratégiquement et de faire plus de lobbying.

### **Lors du Sommet autochtone de Genève, des représentant·e·s autochtones du monde entier se sont rencontré·e·s. Pourquoi l'échange sur la justice climatique est-il si important ?**

Les autochtones doivent aussi pouvoir faire valoir leurs intérêts dans le cadre des efforts fournis au niveau mondial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et se diriger vers une économie verte. Malheureusement, beaucoup de communautés autochtones ne disposent pas des ressources pour participer activement à ces processus. Toutes sont venues au Sommet pour parler de leurs préoccupations et pour rédiger une Déclaration commune.

### **Quel était votre objectif en rédigeant cette Déclaration ?**

Si nous voulons dialoguer avec les Etats et l'économie, nous devons formuler nos intérêts et nos arguments. Cette Déclaration sert de base et sera adaptée en fonction des résultats des prochaines conférences internationales des Nations Unies sur la protection du climat et de la biodiversité, puis complétée avec de nouvelles revendications.

### **Les délégué·e·s venaient de régions et de communautés très diverses. Quels défis ont-ils·elles en commun ?**

Le changement climatique concerne les autochtones du monde entier. Et les communautés autochtones sont toutes directement concernées par la déforestation, l'exploitation minière et les projets d'énergie renouvelable, quel que soit leur lieu de vie. Beaucoup d'Etats tentent de contourner nos droits pour mettre en place le plus rapidement possible les projets d'exploitation minière et d'énergie sur nos terres. En Asie et en Amérique du Sud tout particulièrement, les militant·e·s autochtones sont souvent contraint·e·s au silence par la violence.

### **Pour en revenir à l'Arctique : en quoi la Suisse est-elle liée aux problèmes des Saami·e·s ?**

La Suisse est une place financière importante. Bon nombre d'établissements financiers investissent dans des projets d'énergies renouvelables sans connaître les conséquences de ces projets pour les communautés autochtones. Les établissements financiers suisses doivent aussi respecter les droits des communautés autochtones lorsqu'ils investissent dans les énergies vertes. En outre, le siège de l'ONU à Genève est l'un des points de rencontre les plus importants pour le mouvement mondial en faveur des droits des autochtones.

**L'éleveur de rennes, militant et politicien autochtone Lars Anders Baer** vit sur la partie suédoise du territoire traditionnel saami et a été un chef de file dans le renforcement du Sámiráddi (en français : Comité saami international), une ONG regroupant les différents groupes saamis par-delà les frontières nationales. Depuis les années 70, il s'engage pour les droits des communautés autochtones dans sa patrie, le Sapmi (région qui s'étend sur la Suède, la Norvège, la Finlande et la Russie), et dans le monde entier.